

Le Conseil de Paris soutient les Maires en danger dans le monde

Le Conseil de Paris a adopté ce mardi un vœu de l'exécutif parisien ayant pour but d'engager des démarches au plan international afin de créer un « observatoire international des maires en danger » avec pour objectif d'aboutir à un statut protecteur pour les « maires en danger ».

Sur proposition de Patrick Klugman, adjoint à la Maire en charge des Relations internationales et de la Francophonie au nom de l'exécutif, le Conseil de Paris a voté un vœu appelant à la protection des « maires en danger » à travers le monde.

« Nous appelons les autorités nationales à respecter les principes reconnus de l'État de droit. Pour se faire, nous souhaitons la création d'un Observatoire international des maires en danger », qui aura pour vocation d'assurer la veille des atteintes aux élus locaux et la protection de leurs droits. Nous engageons par ailleurs les démarches à l'international pour la création d'un statut protecteur des « maires en danger », déclare Patrick Klugman.

Les maires et les élus locaux sont, partout dans le monde, en première ligne pour faire vivre la démocratie locale. Qu'il s'agisse des maires d'Antananarivo, de Chisinau, de Cotonou, de Niamey, de Caracas ou encore des maires kurdes de Turquie (plus d'une centaine de maires arrêtés en 2016), les élus locaux, garants de la démocratie locale, sont de plus en plus nombreux à être pourchassés, enfermés, assignés à résidence pour ce qu'ils représentent. Par ailleurs, dans de nombreuses situations, ces élus pourtant légitimement désignés par le suffrage universel, ont été remplacés par des représentants de l'État central, souvent dans des conditions brutales.

Plus récemment, Khalifa Sall, Maire de Dakar, emprisonné à cause de son bilan et de ses ambitions politiques, élu député depuis sa prison, a vu le paiement de sa caution refusée et son procès fixé à jeudi.

Par l'adoption de ce vœu, le Conseil de Paris rappelle son attachement à la préservation de la démocratie locale et fait part de sa vive préoccupation quant aux arrestations arbitraires, à la détention, aux suspensions de leur fonction ou aux poursuites judiciaires dont sont victimes de nombreux maires et élus locaux de capitales et de grandes villes du monde.